



ASSEMBLÉE NATIONALE

10ème législature

Politique de la sante

Question au Gouvernement n° 2334

Texte de la question

M. le president. La parole est a M. Gilbert Biessy.

M. Gilbert Biessy. Ma question s'adresse a M. le ministre du travail et des affaires sociales.

La forte mobilisation des internes et des personnels de sante est revelatrice du malaise qu'ils eprouvent. En effet, le rationnement des soins auquel conduit le plan de reforme de la securite sociale a des consequences graves pour la sante de la population (Protestations sur plusieurs bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique et du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre).

Lors de la rencontre que les parlementaires communistes de l'Assemblee nationale et du Senat viennent de tenir, les representants des syndicats de medecins nous ont alertes sur les risques de recrudescence de la mortalite en raison du non-remboursement de certains examens medicaux, comme le depistage du cancer du col de l'uterus.

Monsieur le ministre, comment pouvez-vous garantir aux malades que leur medecin pourra leur prescrire le meilleur soin adapte a leur etat ? (Applaudissements sur les bancs du groupe communiste.)

M. le president. La parole est a M. le ministre du travail et des affaires sociales.

M. Jacques Barrot, ministre du travail et des affaires sociales. Je ne puis laisser dire que la politique d'adaptation de notre systeme hospitalier qui a ete engagee entrainerait un rationnement des soins.

M. Jean-Pierre Brard. C'est pourtant vrai ! Nous le voyons dans nos hopitaux.

M. le ministre du travail et des affaires sociales Vous savez bien que c'est precisement en mettant tous les acteurs du systeme de sante devant leurs responsabilites que nous obtiendrons la reduction de certains gaspillages et un meilleur usage des ressources.

J'ai, ce matin, rencontre, durant deux heures tous les presidents, directeurs generaux et doyens de CHU. Je n'ai pas le sentiment que, meme si elle est appelee a un effort, c'est vrai, exigeant, la communaute hospitaliere refuse de regarder les adaptations neccessaires.

M. Jean-Pierre Brard. Descendez de votre nuage !

M. le ministre du travail et des affaires sociales. Elle sait bien que c'est a ce prix-la que nous sauverons l'hopital public, et non en maintenant un statu quo, qui etait, d'ailleurs, parfois tres injuste et qui, surtout, si nous l'avions laisse persister, aurait mis en cause l'existence meme de l'hopital public, a laquelle je suis, personnellement, tres attache. (Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre et sur quelques bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique.)

Texte de la réponse

M. le president. La parole est a M. Gilbert Biessy.

M. Gilbert Biessy. Ma question s'adresse a M. le ministre du travail et des affaires sociales.

La forte mobilisation des internes et des personnels de sante est revelatrice du malaise qu'ils eprouvent. En effet, le rationnement des soins auquel conduit le plan de reforme de la securite sociale a des consequences graves pour la sante de la population (Protestations sur plusieurs bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique et du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre).

Lors de la rencontre que les parlementaires communistes de l'Assemblée nationale et du Sénat viennent de tenir, les représentants des syndicats de médecins nous ont alertés sur les risques de recrudescence de la mortalité en raison du non-remboursement de certains examens médicaux, comme le dépistage du cancer du col de l'utérus.

Monsieur le ministre, comment pouvez-vous garantir aux malades que leur médecin pourra leur prescrire le meilleur soin adapté à leur état ? (Applaudissements sur les bancs du groupe communiste.)

M. le président. La parole est à M. le ministre du travail et des affaires sociales.

M. Jacques Barrot, ministre du travail et des affaires sociales. Je ne puis laisser dire que la politique d'adaptation de notre système hospitalier qui a été engagée entraînerait un rationnement des soins.

M. Jean-Pierre Brard. C'est pourtant vrai ! Nous le voyons dans nos hôpitaux.

M. le ministre du travail et des affaires sociales Vous savez bien que c'est précisément en mettant tous les acteurs du système de santé devant leurs responsabilités que nous obtiendrons la réduction de certains gaspillages et un meilleur usage des ressources.

J'ai, ce matin, rencontré, durant deux heures tous les présidents, directeurs généraux et doyens de CHU. Je n'ai pas le sentiment que, même si elle est appelée à un effort, c'est vrai, exigeant, la communauté hospitalière refuse de regarder les adaptations nécessaires.

M. Jean-Pierre Brard. Descendez de votre nuage !

M. le ministre du travail et des affaires sociales. Elle sait bien que c'est à ce prix-là que nous sauverons l'hôpital public, et non en maintenant un statu quo, qui était, d'ailleurs, parfois très injuste et qui, surtout, si nous l'avions laissé persister, aurait mis en cause l'existence même de l'hôpital public, à laquelle je suis, personnellement, très attaché. (Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre et sur quelques bancs du groupe du Rassemblement pour la République.)

Données clés

Auteur : [M. Biessy Gilbert](#)

Circonscription : - COM

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2334

Rubrique : Santé publique

Ministère interrogé : travail et affaires sociales

Ministère attributaire : travail et affaires sociales

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 19 mars 1997, page 1968

Réponse publiée le : 19 mars 1997, page 1968

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 19 mars 1997